

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Sud-existe-aussi>

# "Le Sud existe aussi"

- Fil rouge -

Date de mise en ligne : vendredi 15 septembre 2006

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Je crois interpréter fidèlement la pensée et le style du président Kirchner et par conséquent, avec tout mon respect envers leurs excellences, je parlerai avec une absolue franchise.

L'Argentine intègre le Groupe des Quinze depuis sa création, en 1989, et l'a présidé en 1995. Cette appartenance, que nous confirmons lors du présent Sommet, ne nous exempte pas d'une vision critique et autocritique : il est évident que le G-15 n'a pas réussi jusqu'à présent à développer son potentiel et nous savons tous que ses apports sur la scène internationale ont été modestes et même marginaux.

Le G-15 a été créé avec l'intention de regrouper des pays représentatifs de l'Asie, l'Afrique et de l'Amérique latine, pour que les régions les plus vastes, peuplées et en souffrance de la Terre atteignent un poids de négociation qu'on lui a toujours refusé.

Les membres du Groupe (pays que les économistes appellent "de développement intermédiaire") devaient mettre en route la coopération Sud-sud, moyen indispensable pour que la discussion nécessaire Sud - Nord ne soit pas un dialogue de sourds, dans lequel les puissances du Groupe des 7 (aujourd'hui des Huit) imposeraient un ordre commercial injuste, qui aggrave la misère des peuples les plus pauvres, accélère l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, empoisonne l'environnement et accroît les tensions, conflits et injustices qui transforment en chimère la paix mondiale.

Sans vouloir dramatiser ou faire des hypothèses que certains appelleraient démagogiques, il conviendrait de se demander combien d'enfants du Sud sont morts de faim ou de maladies soignables depuis le dernier Sommet du Groupe à Caracas, en février le 2004, et de questionner la relation entre ce silencieux génocide social et la persistance et l'aggravation d'un ordre économique international décidément injuste.

Une des pathologies les plus évidentes est l'existence d'un échange inégal, dans lequel les pays développés exigent de nous un libre commerce pour leurs services et marchandises alors qu'ils appliquent au profit de leurs producteurs le protectionnisme le plus glauque et dominateur. On nous présente la globalisation comme un fait inéluctable, presque comme un phénomène naturel et non politique, bien que personne n'explique pourquoi le capital n'est pas globalisé, et continue majoritairement à choisir le Nord comme résidence sur Terre. Un déséquilibre grave face auquel nous ne pouvons pas rester les bras croisés.

Nous croyons que le Groupe, s'il agit avec une stratégie commune et en donnant un suivi adéquat à ses propositions et résolutions, possède le poids suffisant (sur un registre politique, économique et diplomatique) pour faire savoir au Nord développé le sentiment de frustration profonde de nos pays (appelés avec euphémisme "en développement"), par un retard dans les négociations que suppose la suspension du round de Doha.

Nous croyons aussi que ce poids spécifique peut devenir un pouvoir de négociation avec le Nord si nous multiplions les relations commerciales et économiques entre les pays du Sud, comme nous essayons de le faire en Amérique du Sud, où nous nous proposons de créer de grands chantiers régionaux dans le domaine de l'énergie mais aussi autour d'une banque régionale de développement.

L'Argentine considère que pour reprendre les négociations, il est nécessaire que se produise un changement dans les positions des pays développés, pour qu'ils acceptent comme naturelle et juste notre proposition d'accès aux marchés et une réduction claire du soutien interne en matière agricole.

Nous considérons aussi que le paragraphe 24 de la Déclaration Ministérielle de Hong-Kong a été décidé par les

ministres pour corriger le déséquilibre existant dans les propositions présentées jusqu'à ce moment par les pays développés. D'une telle manière, la reprise des négociations doit prioritairement prendre en considération ce qui est contenu dans ce paragraphe, en tenant compte de la réciprocité et le traitement spécial et différencié pour les pays du Sud.

Le développement ou le sous-développement de nos pays est aussi lié à la résistance que nous pourrions opposer aux accords qu'imposent les organismes financiers internationaux qui, comme l'a bien expliqué le Prix Nobel d'Économie Joseph Stiglitz, agissent comme le médecin de Molière, en pratiquant des saignées au patient anémique. Ces prescriptions, qu'ils ont ordonnées dans les régions et les circonstances nationales les plus variées, ont emmené l'Argentine à la terrible crise de 2001, qui a abouti à une cruelle explosion sociale.

Comme nous l'avons présenté avec toute la clarté exigée à nos créanciers privés, quand nous avons négocié une remise substantielle de notre dette externe : il est nécessaire qu'ils comprennent une bonne fois pour toutes que personne ne sortira gagnant si on demande à l'endetté de rembourser avec une livre de chair de son propre corps. Qui est le corps social, celui de nos peuples, appauvris et marginalisés par cette même dette, contractée - sous la dictature et la démocratie - pour financer (dans le cas argentin) une convertibilité qui a favorisé une gigantesque fuite de capitaux.

Messieurs les chefs d'état : il y a d'importants besoins de financement pour le développement qui sont insatisfaits, c'est pourquoi nous soutenons la mise en oeuvre de nouveaux mécanismes financiers, comme l'échange de dette en faveur de l'éducation et nous constatons que le Nord développé, qui est le principal consommateur d'énergie de la Terre et le principal polluant, ait une dette écologique gigantesque que ne comptabilisent pas les organismes financiers internationaux.

Le principal instrument dont nous disposons comme le G-15, pour manifester notre engagement avec les nécessités de nos pays, est le Communiqué Conjoint. Le texte que nous avons produit pour cette occasion est significatif et opportun dans ses définitions et demandes ; nous devons nous engager à le divulguer, mais aussi à mettre en oeuvre ses propositions dans nos pays et au niveau global.

Cela fait partie d'un compromis majeur : le Groupe a perdu de la force dans son action, en parallèle avec le manque d'intérêt dans les pays membres eux-mêmes, dérivé à son tour de l'échec de nos propositions. Dû non seulement à la corrélation de forces au niveau mondial, mais aussi au manque de suivi de notre part afin de les transformer dans des résultats palpables pour nos sociétés respectives.

Ceci nous a amené à remettre en question les objectifs du Groupe afin de les adapter aux circonstances qui marquent le système économique mondial. Cela nous paraît juste de nous concentrer sur des questions qui participent à un développement économique et social durable et de redéfinir les mécanismes de fonctionnement avec des objectifs bien définis.

La nécessaire autocritique que nous posons dans l'introduction de ce message ne doit pas induire l'essoufflement : le Groupe des Quinze peut et doit jouer rôle important, non seulement pour défendre nos intérêts commerciaux et économiques devant les puissances du Nord, mais aussi avec un objectif politique fondamental, comme la relance du multilatéralisme et la promotion et la démocratisation des Nations Unies.

On ne peut pas prêcher la démocratie et maintenir la principale institution de la planète dans une hiérarchie monarchique, basée sur la force et non sur le droit. Comme disait bien le grand patriote mexicain Benito Juárez, "le respect au droit d'autrui est la paix".

Messieurs les Chefs d'État : l'histoire place les dirigeants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine devant le plus grand des défis historiques. Le combat contre la pauvreté, la faim et l'injustice n'admettent pas d'autres retards, parce que celles-ci ont à ce niveau un caractère génocidaire. La défense des ressources naturelles et de l'environnement posent à nos dirigeants un défi encore plus grand que celui de la Guerre Froide : le monde que nous connaissons et aimons peut cesser d'être habitable pour les générations futures.

Le Groupe des Quinze doit justifier son existence, en en finissant à un court terme avec l'analphabétisme ; les pandémies qui dévastent les plus pauvres, comme le SIDA, la tuberculose et le paludisme, en mettant un terme à l'analphabétisme et la marginalisation des peuples eux-mêmes.

Comme disait un grand poète uruguayen, Mario Benedetti : "Le Sud existe aussi".

Espérons que nous aurons le courage et la sagesse de le faire certain.

[Página 12](#). Buenos Aires, 15 septembre 2006.

---

**\*Miguel Bonasso** est Député national (PRD).

Texte de son discours d'hier -14 septembre 2006- comme représentant du président argentin devant le Sommet des 15 à La Havane.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi.